

---

1917

*Rédigé du 14 au 16 (1er au 3) septembre 1917  
Publié dans le n° 3 du « Rabotchi Pout », le 19 (6) septembre 1917  
Signé : N. Lénine  
Conforme au texte du journal*

*Œuvres t. 25, pp. 333-339,  
Paris-Moscou*

---

**Lénine**

## **Au sujet des compromis**

---

On appelle compromis, en politique, l'abandon de certaines revendications, d'une partie de ces revendications, en vertu d'un accord avec un autre parti.

L'idée que la foule se fait habituellement des bolcheviks, idée entretenue par la presse qui nous calomnie, c'est que les bolcheviks n'acceptent jamais aucun compromis avec qui que ce soit.

Cette idée nous flatte en tant que parti du prolétariat révolutionnaire, car elle prouve que nos ennemis mêmes sont obligés de reconnaître notre fidélité aux principes fondamentaux du socialisme et de la révolution. Mais il faut cependant dire ce qui est vrai : cette idée ne correspond pas à la vérité. Engels avait raison lorsque, dans sa critique du manifeste des communards blanquistes [1] (1873), il raillait leur déclaration : «Pas de compromis ! » [2]. Ce n'est qu'une phrase, disait-il, car il arrive fréquemment que les circonstances imposent fatalement des compromis à un parti en lutte, et il est absurde de renoncer à tout jamais à «accepter le paiement d'une dette par tranches» [3]. Le devoir d'un parti vraiment révolutionnaire n'est pas de proclamer une renonciation impossible à tout compromis, mais bien de savoir rester, à travers

*fous les compromis*, dans la mesure où ils sont inévitables, fidèle à ses principes, à sa classe, à sa mission révolutionnaire, à sa tâche de préparation de la révolution et d'éducation des masses en vue de la victoire révolutionnaire.

Un exemple. La participation aux III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> Doumas était un compromis, une abdication temporaire des revendications révolutionnaires. Mais c'était un compromis rigoureusement imposé, car le rapport des forces excluait pour nous, et cela pour un certain temps, l'action révolutionnaire des masses ; pour préparer cette action à longue échéance, il *fallait* savoir travailler aussi *de l'intérieur* de cette «écurie». L'histoire a démontré que les bolcheviks avaient pleinement raison, en tant que parti, de poser ainsi la question. Il s'agit maintenant, non d'un compromis imposé, mais d'un compromis volontaire.

Notre parti aspire, comme tout parti politique, à l'exercice du *pouvoir*. La dictature du prolétariat révolutionnaire est notre but. Six mois de révolution ont confirmé, avec une netteté, une force, un éclat extraordinaire, que cette revendication était juste et inévitable, précisément dans l'intérêt de la révolution *actuelle*. Car, autrement, le peuple ne pourra obtenir ni une paix démocratique, ni la remise de la terre aux paysans, ni la liberté complète (c'est-à-dire une république entièrement démocratique). La marche des événements durant ces six mois de révolution, la lutte des classes et des partis, le développement des crises des 20-21 avril, des 9-10 et 18-19 juin, des 3-5 juillet et des 27-31 août l'ont montré et démontré.

Nous sommes maintenant en présence d'un tournant tellement brusque et tellement original de la révolution russe que nous pouvons, en tant que parti, proposer un compromis volontaire, non certes à la bourgeoisie, notre ennemi direct, notre ennemi principal, mais à nos adversaires les plus proches, aux partis «dirigeants» de la démocratie petite-bourgeoise, aux socialistes-révolutionnaires et aux mencheviks.

Ce n'est qu'à titre exceptionnel, ce n'est qu'en vertu d'une situation spéciale, qui, vraisemblablement, durera très peu de temps, que nous pouvons proposer un compromis à ces partis et que nous devons, me semble-t-il, le faire.

Ce qui est un compromis pour nous, c'est le retour à notre revendication d'avant juillet : Tout le pouvoir aux Soviets,

formation d'un gouvernement de socialistes-révolutionnaires et de mencheviks, responsable devant les Soviets.

En ce moment, et en ce moment seulement, *peut-être pendant quelques jours tout au plus* ou pendant une semaine ou deux, un tel gouvernement pourrait se former et s'affermir d'une manière toute pacifique. Il pourrait très vraisemblablement assurer la *progression* pacifique de la révolution russe et de très grandes chances de progrès au mouvement mondial vers la paix et vers la victoire du socialisme.

Ce n'est qu'en faveur de ce développement pacifique de la révolution, ce n'est que pour profiter de cette possibilité historique *extrêmement* rare et *extrêmement* précieuse que les bolcheviks, partisans de la révolution mondiale et des méthodes révolutionnaires, peuvent et doivent, à mon avis, accepter un compromis de ce genre.

Ce compromis serait que, sans prétendre à la participation gouvernementale (impossible pour un internationaliste sans que soient effectivement assurées les conditions de la dictature du prolétariat et des paysans pauvres), les bolcheviks renonceraient à réclamer la remise immédiate du pouvoir au prolétariat et aux paysans pauvres et à employer les méthodes révolutionnaires pour faire triompher cette revendication. Une condition allant de soi, qui n'aurait rien de nouveau pour les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks, ce serait l'entière liberté de l'agitation et la convocation de l'Assemblée constituante à la date fixée, ou même dans un délai plus rapproché.

Les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires, en tant que bloc gouvernemental, consentiraient (à supposer que le compromis soit réalisé) à former un gouvernement entièrement et exclusivement responsable devant les Soviets, auxquels serait transmis tout le pouvoir central et aussi local. Telle serait la condition «nouvelle». Les bolcheviks, me semble-t-il, ne devraient poser aucune autre condition. Car ils estiment qu'une liberté vraiment entière de l'agitation et l'application immédiate du nouveau principe démocratique lors de la constitution des Soviets (leur renouvellement) et dans leur fonctionnement assureraient par elles-mêmes la progression pacifique de la révolution et *l'extinction pacifique* de la lutte des partis au sein des Soviets.

Mais peut-être n'est-ce *plus* possible ? Peut-être. S'il ne restait pourtant qu'une chance sur cent, cette chance vaudrait d'être tentée.

Que gagneraient à ce « compromis » les deux parties « contractantes », les bolcheviks d'une part et le bloc des socialistes-révolutionnaires et mencheviks de l'autre ? Si *les deux* parties n'y gagnent rien, le compromis est évidemment impossible et il est inutile d'en parler. Quelque difficulté que présente maintenant sa réalisation (après juillet et août, deux mois qui valent vingt ans de « paisible » torpeur), il me semble qu'il lui reste encore une petite chance, et cette chance est fournie par la décision qu'ont prise les socialiste-révolutionnaires et les mencheviks de ne pas participer au gouvernement avec les cadets.

Les bolcheviks gagneraient ce compromis en ce sens qu'ils auraient la possibilité de propager librement leurs idées et, grâce à la réalisation effective d'une démocratie intégrale, de gagner de l'influence dans les Soviets. En paroles « tout le monde » leur reconnaît maintenant cette liberté. En réalité, elle est *impossible* sous un gouvernement bourgeois ou sous un gouvernement auquel participe la bourgeoisie, sous un gouvernement autre que celui des Soviets. Sous le gouvernement des Soviets, cette liberté serait *possible* (nous ne disons pas qu'elle serait absolument assurée ; elle serait en tout cas possible). Pour s'assurer une telle possibilité, il conviendrait, en ces heures difficiles, d'accepter un compromis avec la majorité actuelle des Soviets. Nous n'avons rien à craindre, *quant à nous*, d'une démocratie authentique, car la vie est avec nous, et les tendances mêmes qui se développent au sein des partis socialiste-révolutionnaire et menchevique, nos adversaires, nous donnent raison.

Les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires gagneraient à ce compromis en ce sens qu'ils auraient d'emblée l'entière possibilité de réaliser le programme de *leur* bloc, en s'appuyant manifestement sur l'immense majorité du peuple et en s'assurant la faculté d'utiliser « pacifiquement » leur majorité dans les Soviets.

Certes, deux voix se feraient sans doute entendre au sein de ce bloc, nécessairement hétérogène comme tout bloc et aussi parce que la démocratie petite-bourgeoise est *toujours* moins homogène que la bourgeoisie et le prolétariat.

L'une dirait : notre chemin n'est pas celui des bolcheviks et du prolétariat révolutionnaire. Ce dernier formulera, quoi que nous

fassions, des revendications excessives et entraînera, par sa démagogie, les paysans pauvres. Il exigera la paix et la rupture avec les alliés.

Chose impossible. Nous sommes plus près de la bourgeoisie et plus à l'aise avec elle ; il n'y a pas eu de rupture entre nous, mais simplement une *brouille* momentanée, encore n'est-elle due qu'à l'incident Kornilov. On s'est brouillé, on se raccommodera. Les bolcheviks ne nous «concèdent» d'ailleurs absolument rien, car toutes leurs tentatives insurrectionnelles seraient vouées à des défaites analogues à celle de la Commune de 1871.

L'autre voix dirait : Il est très superficiel et même sot de se référer à la Commune. D'abord, parce que les bolcheviks ont malgré tout profité quelque peu de l'expérience de 1871 ; ils ne manqueraient pas de mettre la main sur la Banque et n'hésiteraient pas à marcher sur Versailles. Dès lors, la Commune elle-même aurait pu vaincre. En outre, la Commune ne pouvait donner immédiatement au peuple ce que pourraient lui donner les bolcheviks en accédant au pouvoir, c'est-à-dire la terre aux paysans, la paix immédiate, le contrôle effectif de la production, une paix honnête avec les Ukrainiens, les Finlandais, etc. Les bolcheviks ont, vulgairement parlant, dix fois plus d'«atouts» en main que la Commune. En second lieu, la Commune implique de toute façon une âpre guerre civile suivie d'un arrêt prolongé du développement paisible de la civilisation ; elle faciliterait les opérations et les machinations de toutes sortes des Mac-Mahon et des Kornilov, grave danger pour toute notre société bourgeoise. Est-il raisonnable de courir le risque d'une Commune ?

Or la Commune est inévitable en Russie, si nous ne prenons pas le pouvoir, si la situation reste ce qu'elle a été du 6 mai au 31 août. Tout ouvrier révolutionnaire, tout soldat révolutionnaire pensera infailliblement à la Commune, y croira, tentera inévitablement de la réaliser. «Le peuple, se dira-t-il, va à sa perte ; la guerre, la famine, la ruine s'aggravent. Seule la Commune peut nous sauver. Sacrifions-nous, mourons tous, s'il le faut, mais vive la Commune !» Ces idées se feront jour infailliblement chez les ouvriers, et il ne sera plus aussi facile de vaincre la Commune qu'en 1871. La Commune russe aura dans le monde entier des alliés cent fois plus puissants qu'il n'y en a eu en 1871... Est-il raisonnable de courir le risque d'une Commune ? On ne saurait d'ailleurs convenir qu'au fond les bolcheviks ne nous accordent rien par leur

compromis. Dans tous les pays civilisés, les ministres intelligents apprécient hautement tout accord, si mince soit-il, avec le prolétariat durant la guerre. Ils en connaissent la valeur, la grande valeur. Or, ce sont des hommes d'affaires, des ministres authentiques. Les bolcheviks, eux, s'affermissent rapidement, malgré la répression dont ils sont l'objet et la faiblesse de leur presse... Est-il raisonnable de courir le risque d'une Commune ?

La majorité nous est assurée, les paysans pauvres ne sont pas encore près de se réveiller, nous avons du temps de reste. J'ai peine à croire que la majorité suive, dans un pays essentiellement agricole, les éléments extrémistes. Or, dans une république vraiment démocratique, l'insurrection contre une majorité notoirement établie est impossible. Ainsi parlerait la seconde voix.

Il se trouvera, peut-être, parmi quelques amis politiques de Martov et de Spiridonova, une troisième voix qui dira : Je suis indigné, «camarades», de ce que, raisonnant sur la Commune et ses possibilités de réalisation, vous vous rangiez tous deux sans hésitation aux côtés de ses adversaires. Sous une forme ou sous une autre, vous êtes tous deux avec ceux qui ont écrasé la Commune. Je n'irai pas mener campagne pour la Commune, je ne puis m'engager d'avance à combattre dans ses rangs comme le fera tout bolchevik ; mais je dois dire que *si malgré* mes efforts, la Commune surgit, je soutiendrai plutôt ses défenseurs que ses ennemis...

Les divergences de vues sont considérables et inévitables au sein du «bloc», car la démocratie petite-bourgeoise comporte une foule de nuances qui vont du bourgeois bien établi et parfaitement ministrable au quasi-miséreux, qui n'est pas encore tout à fait capable d'adopter le point de vue du prolétaire. Et nul ne saurait dire quel sera, à tel ou tel moment, le résultat de ces divergences de vues.



Les lignes qui précèdent ont été écrites vendredi dernier, 1er septembre, mais, par suite de circonstances fortuites (l'Histoire dira que, sous Kérenski, les bolcheviks n'avaient pas tous le droit d'élire domicile où bon leur semblait), elles ne sont pas parvenues le même jour à la rédaction. Je me dis maintenant, après avoir lu les journaux de samedi et de dimanche : notre offre de compromis arrive sans doute trop tard. Les quelques jours pendant lesquels le

développement pacifique des événements était *encore* possible, appartiennent sans doute, eux *aussi*, au passé. Oui, tout montre qu'il en est ainsi [4]. D'une façon ou d'une autre Kérenski *sortira* du parti socialistes-révolutionnaires et *s'écartera* des socialistes-révolutionnaires, et il s'affermira au pouvoir avec l'aide des bourgeois *sans* les socialistes-révolutionnaires, grâce à leur inaction... Oui, tout montre que les jours où la possibilité de s'engager dans la voie du développement pacifique s'offrit fortuitement sont *déjà* révolus. Il ne me reste plus qu'à envoyer ces notes à la rédaction avec prière de les intituler : «Réflexions tardives»... Il n'est pas jusqu'à des réflexions tardives qui ne puissent présenter, parfois, un certain intérêt.

---

## Notes

### Les notes rajoutées par l'éditeur sont signalées par [N.E.]

[1]. *Les Blanquistes*, partisans de l'éminent révolutionnaire français, représentant du communisme utopique, Louis Auguste Blanqui (1805-1881). Les blanquistes envisageaient «la délivrance de l'humanité de l'esclavage salarié non pas au moyen de la lutte de classe du prolétariat, mais à la suite du complot d'une petite minorité, d'intellectuels » (Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 10, p. 411). A l'activité révolutionnaire du parti ils substituaient l'action d'une poignée de conspirateurs, sans tenir compte de la situation concrète nécessaire à la victoire de l'insurrection et dédaignant la liaison avec les masses. [N.E.]

[2]. F. Engels : «Littérature des émigrés. II. Programme des émigrés blanquistes de la Commune ».

[3]. Voir la lettre d'Engels à F. Turati du 26 janvier 1894. [N.E.]

[4]. Après l'échec du putsch de Kornilov, il fut question de former un nouveau Gouvernement provisoire où les cadets figureraient aux côtés des mencheviks et des s.-r. Craignant de perdre définitivement la confiance des masses, les mencheviks et les s.-r. déclarèrent qu'ils refusaient d'entrer dans un gouvernement auquel participeraient les cadets. Le 1er (14) septembre 1917, le Gouvernement provisoire décida de former un directoire réunissant les cinq personnalités suivantes : A. Kérenski, A. Verkhovski, D. Verderevski, A. Nikitine et M. Térechtchenko. Officiellement, les cadets ne faisaient pas partie de ce gouvernement formé en réalité à l'issue d'une entente tacite avec eux. A la session conjointe du Comité Exécutif Central des Soviets des députés ouvriers et soldats et du Comité Exécutif du Soviet de députés paysans du 2 (15) septembre, les mencheviks et les s.-r. adoptèrent une résolution de soutien au gouvernement dans sa nouvelle composition. Ainsi, tout en annonçant en paroles leur rupture avec les cadets, les mencheviks et les s.-r. aidèrent cette fois encore les capitalistes et les propriétaires fonciers à se maintenir au pouvoir. [N.E.]

---